

**National** 4    **Agriculture** 5    **Écologie** 11    **International** 12

**La Suisse coupable d'inaction climatique**

**Comment concilier luttes paysannes et écologistes ?**

**Red-tagging contre les militant·es écologistes**

**Au Kurdistan turc, une société en lutte pour la liberté!**

**Monde du travail** 8-9

**Entretien avec les grévistes d'Onela, entreprise active dans le service à la personne en France**



Édito

## PORTRAIT DU MALADE EN HABIT D'IRRESPONSABLE

**L**es votations du 9 juin mettront à l'épreuve deux initiatives importantes en matière de politique de soins. Deux initiatives aux caractéristiques opposées, mais qui

partent d'un même constat : les dépenses en matière de santé augmentent et nos primes avec.

Un constat commun qui ne saurait cacher l'étendue du clivage politique qui les sépare.

La première initiative propose de limiter le poids des primes à 10 % maximum du revenu individuel. De ce fait, elle généralise la méthode des subsides à l'assurance déjà présente dans une série de cantons. La seconde souhaite adopter des mécanismes de « freins aux coûts de la santé » qui ne sont pas directement corrélés aux évolutions démographiques et aux salaires.

Nous soutenons la première et combattons la seconde.

Il est impératif que nous sortions du corset narratif dans lequel nous enferme le capital, celui de la santé et de ses « coûts ». La logique comptable que renferme la seconde initiative est à peine implicite : freiner les coûts, surveiller les structures de production, responsabiliser les patient·es. ➔

Votations

## OUI CRITIQUE AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le narratif historique du néolibéralisme s'est toujours entretenu de pareilles propositions politiques. Pourtant, le grand absent du débat est le coût du capital, celui des brevets, des profits de la pharma, et des gestionnaires du privé. Une perspective partagée par le Conseil fédéral dans les pages de son Rapport sur l'initiative d'allègement des primes : « *Cela supprimerait (...) l'incitation pour les assurés à choisir une franchise élevée, car ils n'auraient plus besoin d'adopter un comportement responsable en matière de coûts en augmentant leur franchise.* » Autrement dit, serrez-les dents ça ira mieux demain !

À ce titre, l'initiative sur les primes met en lumière un problème endémique en Suisse : le renoncement aux soins. Elle révèle que près de 20 % des assuré-es renoncent, totalement ou partiellement, à se soigner à cause de leur franchise qu'il n'ont pas le luxe de choisir basse. Cette restriction des soins, légitimée par les mécanismes assurantiels, n'est que la pointe de l'iceberg. Que dire alors de l'effroyable absence de couverture en matière de santé sexuelle et reproductive, de soins dentaires ou de soins de la vue ?

Il est temps de renverser la logique : il n'y a de limites à la production que la détermination des besoins eux-mêmes.

Ce renversement nécessite d'ouvrir la fenêtre sur le champ de bataille d'une santé planifiée, débarrassée des logiques du capital. En déplaçant partiellement le front du financement socialisé des primes vers celui de l'impôt, l'acceptation de l'initiative sur les primes porterait un premier coup. Outre son effet redistributif, la population est amenée à sortir de son tête-à-tête avec les caisses d'assurance. Pourtant, il ne s'agit que d'une première étape.

Nous sommes favorables à un service public de la santé global : depuis la recherche et la formation, jusqu'à la production de médicaments et de soins hospitaliers. C'est par un contrôle public et des moyens socialisés qu'une véritable démocratie dans les soins peut être assurée. La santé ne doit plus être une marchandise, ni une source de profits privés.

Jimmy Schüler militant EàG Vaud

# AGENDA

## Genève

MA 21 MAI  
LE FIL ROUGE  
Projection de *CLASH*, (Mohamed Diab, Egypte, 2016), suivi d'une discussion.  
18 h 30 Cinélux, Genève

## Neuchâtel

JE 2 MAI  
UN MONDE SANS TRAVAIL  
Projection-discussion  
19 h 15 Fac de droit, Neuchâtel

ME 8 MAI  
CONSTRUIRE DE NOUVEAUX  
IMAGINAIRES INCLUSIFS  
Projection du documentaire  
19 h 30 Fac de lettres R N 02, Neuchâtel

## NATIONAL

## ME 1<sup>er</sup> MAI

### JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES TRAVILLEUREUXES

Genève	11 h	Rue Dancet	Rassemblement au Monument des brigadistes
	13 h	Bvd James-Fazy	Départ de la manifestation
	16 h	Bastions	Stands. Viens dire bonjour au nôtre!
Lausanne	17 h 30	Riponne	Départ du cortège
	19 h	Montbenon	Stands et discours
Neuchâtel	17 h 15	Fontaine de la Justice	Rassemblement
	18 h 15	Galery YD	Apéro & Soirée musicale
La Chaux	14 h	Rue du Progrès	Cortège

## Précision

L'article de Tamara Knezevic «Un < casse-noix > pour *Pages de gauche*!» (*solidarités* 432, 8 mars 2024) a donné lieu à une réponse de la rédaction du journal *Pages de Gauche*. Le post-scriptum de l'article « Qu'est-ce qu'un féminisme internationaliste » indique « avoir appris que [... l'autrice] n'était plus membre de *solidarités* et que son article ne représentait pas la position de l'organisation ». Le comité éditorial tient à souligner son étonnement quant à cette indication, n'ayant lui-même nullement communiqué quoi que ce soit sur

l'appartenance organisationnelle de notre camarade, ni sur l'adéquation de ses positions avec celles de *solidarités*.

L'article de Tamara Knezevic a été publié dans nos colonnes, après relecture et validation du comité éditorial. Les lignes qui y sont défendues concernant la solidarité féministe et internationaliste avec la Palestine ne font par ailleurs pas l'objet de désaccord au sein de *solidarités*. Nous avons donc adressé un courriel à *Pages de Gauche* leur demandant de bien vouloir retirer cette indication de leur site internet. Ce qui n'a pas été fait à l'heure de mettre sous presse ce numéro.

## REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur-ice-x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez *solidarités*!  
→ [solidarites.ch/rejoignez-nous](https://solidarites.ch/rejoignez-nous)

## AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!  
→ Sur notre site : [solidarites.ch/abonnements](https://solidarites.ch/abonnements)  
→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum  
Éditeur  
Journal solidarités  
Case postale 2089  
1211 Genève 2  
T +41 22 740 07 40  
E [journal@solidarites.ch](mailto:journal@solidarites.ch)  
W [solidarites.ch/journal](https://solidarites.ch/journal)

Tirage  
5 000 exemplaires  
17 n° par an  
Comité éditoriel  
Clara Almeida Lozar  
Nadja Badouli  
Clément Bindschedler  
Carl Studer  
Noémie Rentsch

José Sanchez  
Thomus Vachetta  
Rellecture  
Luna Allinoux  
Pierre Conscience  
Nothilie Delbrouck  
Anouk Essyad  
Guy Rouge  
Manolo Vuarrier

Abonnements  
Annuel  
Étudiant·es, chômeur·euses, AVS/AI...  
Soutien  
3 mois à l'essai  
Pour payer:  
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:  
▶ [abos@solidarites.ch](mailto:abos@solidarites.ch)

Contacts régionaux du mouvement  
Genève  
25, rue des Gares  
Case postale 2089  
1211 Genève 2  
E [info@solidarites.ch](mailto:info@solidarites.ch)  
W [solidarites.ch/genève](https://solidarites.ch/genève)

Fribourg/Freiburg  
Case postale 532  
1701 Fribourg  
E [fribourg@solidarites.ch](mailto:fribourg@solidarites.ch)

Neuchâtel  
Case postale 3105  
2001 Neuchâtel  
T +41 77 502 79 53  
E [ne@solidarites.ch](mailto:ne@solidarites.ch)  
W [solidarites.ch/ne](https://solidarites.ch/ne)

Vaud  
5 place Chauderon  
1003 Lausanne  
T +41 79 302 38 34  
E [voud@solidarites.ch](mailto:voud@solidarites.ch)  
W [solidarites.ch/vaud](https://solidarites.ch/vaud)



La construction du barrage du Gornerli, avec une voûte de 85m de haut et de 245m de large, est rendue possible... par le retrait du glacier du Gorner, près de Zermatt. Il fait partie des 16 projets hydroélectriques inscrits dans l'annexe de la Loi sur les énergies renouvelables. Forages exploratoires, été 2023.

National    Votations    Écologie

# OUI CRITIQUE AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES

À part l'UDC, aucun parti ne s'oppose à l'augmentation de la production d'énergies renouvelables. Mais pour nous, pas question d'encourager le productivisme à tout va. La loi sur les énergies renouvelables soumise au vote le 9 juin pose problème.

En octobre 2023 le parlement a adopté la « Loi fédérale relative à un approvisionnement en électricité sûr » ou « Loi sur les énergies renouvelables » dite aussi *Mantelerlass*, un ensemble de modifications législatives censées répondre à la grande crainte des dirigeant·es de toute nature : la pénurie d'électricité.

Le projet facilitera la construction de grandes installations hydrauliques, photovoltaïques, éoliennes et de pompage-turbinage. Leur installation primera sur la protection de la nature et du paysage.

Au final, 177 conseiller·es nationaux·ales socialistes, vert·es, des Vert·libéraux, du PLR et du Centre ont voté la loi. Les 19 oppositions venaient des rangs de l'UDC qui était divisée. Ce consensus impressionnant pour produire toujours plus ne se retrouve malheureuse-

ment pas quand il s'agit de poser la question des économies d'énergie.

## Quelles sont les oppositions ?

Pour les partisans de ce projet (les dirigeants globaux du pays) il ne faisait aucun doute qu'il y aurait un référendum et ils craignent comme la peste la fondation Franz Weber. Même si le patriarche est décédé, la fondation reste puissante et les défenseur·ses de la nature nombreux·ses. En conséquence, le Conseil fédéral a décidé d'écarter la question de l'énergie nucléaire du *Mantelerlass*, car ajouter les anti-nucléaires aux défenseur·ses de la nature était beaucoup trop risqué. Cela a provoqué l'ire de l'UDC qui ne jure que par les centrales nucléaires et l'envoi des déchets dans quelque lointain pays (c'est à ça qu'on reconnaît les bons pa-

triotés). D'où le rejet d'une partie de ses élu·es et la décision de son assemblée d'appeler à voter *non*. En tout cas, ce n'est pas l'UDC qui a porté le référendum abouti de la fondation Franz Weber.

## Le productivisme en actes

Ce projet correspond bien à l'idéologie des Verts-Libéraux : produire un maximum d'électricité d'origine renouvelable avec le recours à toutes les innovations technologiques à disposition pour promouvoir la croissance verte. Par contre, la question de la sobriété, des économies d'énergie, de la réduction de la production, bref de toute forme de décroissance, n'entre pas dans le cadre de pensée de cette loi. Les champs de panneaux solaires seront importés de Chine sans qu'on se pose de question sur les conditions de production ni sur le

coût écologique des transports. Le tout électrique signifiera une accélération de l'extractivisme meurtrier dans les pays du sud.

En repoussant la question nucléaire (mais on ne perd rien pour attendre !), les auteurs du projet mettent les antinucléaires dans leur camp, car ces dernier·es sont à juste titre très inquiet·es de la tendance internationale à vouloir reprendre (ou poursuivre) la construction de centrales. Nous partageons leurs inquiétudes.

## Le libéralisme vert camoufle les problèmes

Notre position est connue : sortir des énergies fossiles et exclure l'énergie d'origine nucléaire qui, en plus de son danger, laisse des déchets radioactifs pour plusieurs milliers de siècles. Un tel programme n'est réalisable que par l'augmentation de la production d'énergie dite renouvelable couplée à une réduction de la consommation. La voiture individuelle électrique doit être questionnée. Un plan d'économies dans la mobilité, la production et la consommation doit être établi et discuté sinon, *Mantelerlass* ou pas, on court à la catastrophe.

Augmenter la production d'énergie renouvelable est une nécessité urgente, mais la réduction de notre consommation l'est tout autant. N'oublions pas que la Suisse importe 70 % de son énergie, toutes origines confondues.

Les anti-nucléaires qui croient voir dans *Mantelerlass* un outil contre les centrales nucléaires vont bien vite déchanter, car il y a maintenant clairement une majorité du parlement qui veut prolonger l'existence des centrales existantes et relancer la construction de nouvelles. Pour nous, toute loi sur l'électricité qui ne prévoit pas des mesures d'économie d'énergie et qui n'est pas conçue dans une perspective de sobriété est contestable.

La Loi sur les énergies renouvelables n'est pas la nôtre, mais c'est sur elle que l'on doit se prononcer. La nécessité de produire de plus en plus d'énergie d'origine « renouvelable » (solaire, éolien, hydraulique...) nous pousse à appeler à voter *oui* le 9 juin. L'absence de tout projet d'économies nous pousserait à rejeter le texte.

Ce *oui* critique est un signal que nous voulons sortir des énergies fossiles, mais nous nous opposerons à la croissance débridée du tout-électrique. La section vaudoise de Solidarités appelle d'ailleurs à rejeter cette loi.

Henri Vuilliomonet



Miriam Künzli / Greenpeace

La presse internationale était présente en nombre lors du rendu de la décision de la CourEDH.

National Écologie

# LA SUISSE COUPABLE D'INACTION CLIMATIQUE

La condamnation de la Suisse par la Cour européenne des droits de l'homme à la suite de la requête des Aînés pour le climat a profondément dérangé l'establishment politique helvétique, qui l'a qualifiée d'antidémocratique et dénoncé une ingérence inadmissible dans la politique suisse. Ce jugement met plutôt en lumière leurs incohérences.

**M**ardi 9 avril 2024, la Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH) a rendu ses premiers arrêts concernant le dérèglement climatique. Elle a rendu deux décisions d'irrecevabilité, qu'elle n'a donc admis ni la requête de Damien Carême contre la France (député européen d'Europe écologie les Verts, candidat aux élections européennes 2024 sur la liste de la NUPES) ni celle d'un groupe de jeunes contre tous les États signataires de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Par contre, une condamnation a été rendue contre la Suisse, notamment pour la violation du droit au respect de la vie privée et familiale duquel dérive le droit à un environnement sain (art. 8 CEDH).

## Droit à la vie ou droit de polluer

La Convention est un texte très général qui a toujours dû être interprété pour déterminer son application à des situations parti-

culières. Elle ne traite notamment explicitement ni du climat, ni de l'environnement, mais la CourEDH protège néanmoins le droit à un environnement sain depuis de nombreuses années.

La hiérarchie des normes et le respect des engagements internationaux pris sont deux principes fondamentaux de « l'État de droit ». Pour la Suisse, son adhésion à la CEDH et sa supériorité sur le droit national qui en découle (art. 190 de la Constitution fédérale). La CourEDH ne dicte pas la politique ou les lois aux États signataires, mais son mandat a toujours été d'alerter lorsque celles-ci entrent en contradiction avec le CEDH. Si elle condamne un choix politique, elle n'en dicte pas un autre.

Mais ces décisions mettent en évidence le double discours des dominant-es : on ne peut pas prétendre défendre le respect du droit à la vie des personnes résidentes en Suisse tout en défendant une politique climatique inconsistante, qui rejette toute mesure néfaste

à l'« économie » mais qui serait pourtant décisive dans la lutte contre le dérèglement climatique – donc pour la protection du droit à la vie de toutes et tous. L'arrêt de la CourEDH a une portée symbolique forte : il permet de souligner l'incohérence des politiques néolibérales et leur caractère mortifère.

## Urgent de ne rien faire ?

Une série de conditions doivent être remplies pour que la CourEDH accepte d'examiner une requête, notamment : la condition de la qualité de victime individuelle et actuelle ainsi que celle de l'épuisement des voies de recours internes. On peut être particulièrement critiques de ces limites dans les deux cas rejetés le 9 avril.

La CourEDH limite fortement son accès lorsqu'elle considère que la requête est une *actio popularis*, une action visant à défendre des intérêts collectifs. Elle a pourtant reconnu la qualité de victime à l'association des Aînés pour le climat et pas aux recourantes in-

dividuelles. Cette ouverture est intéressante, car elle peut améliorer l'accès à la CourEDH, par des personnes organisées collectivement, victimes de violation de leurs droits fondamentaux.

L'épuisement des voies de recours nationales rend l'accès à la CourEDH possible seulement des années après la violation des droits fondamentaux des parties. Les Aînés ont commencé leur procédure en 2016, le traitement de leur requête à la CourEDH a été prioritaire. Pourtant, la mise en œuvre de la décision pourrait prendre des années. Alors que le risque de dépasser le point de bascule climatique fait de la rapidité d'agir une condition nécessaire à toute mesure efficace pour garantir les droits fondamentaux reconnus par la Cour !

Il a fallu, par exemple, 19 ans au parlement suisse pour changer sa législation (en 2013) sur le droit du nom lors d'un mariage, après sa condamnation par la CourEDH (en 1994). Une question qui, certes, chamboulait les valeurs conservatrices, mais sans portée économique.

## Instrument de lutte

Soulignons cependant l'effet indirect de la condamnation de la Suisse avant même sa mise en œuvre. Les décisions internationales rendues sur le respect des droits fondamentaux n'ont que rarement des effets directs sur des dirigeant-es politiques et gouvernements qui le ont violés... Mais elles peuvent toutefois influencer les politiques par l'impact sur l'opinion publique qu'elles peuvent avoir. Le mouvement climatique, ici et ailleurs, peut s'appuyer sur le jugement de la CourEDH et ses conclusions pour rendre plus crédibles encore ses revendications.

Ensuite, la bataille pour la mise en œuvre de cet arrêt sera un instrument dans la lutte que nous menons afin de concrétiser des mesures un tant soit peu efficaces contre les causes et les conséquences du dérèglement climatique. Et ce dans la perspective écosocialiste qui est la nôtre.

Clara Brambilla

## TÉMOIGNAGE DE PREMIÈRE MAIN

Notre camarade Maryelle Budry est membre des Aînés pour le climat. Lisez son témoignage sur leur démarche sur notre site ([solidarites.ch](https://solidarites.ch))

# COMMENT CONCILIER LUTTES PAYSANNES ET ÉCOLOGISTES?

Le 16 avril dernier solidaritéS Vaud a organisé une table-ronde sur les révoltes agricoles en Suisse. L'objectif : débattre des problèmes que rencontre l'agriculture dans notre pays et des moyens permettant de concilier luttes paysannes et luttes écologistes. Pour en parler : Vanessa Renfer, paysanne d'Uniterre; Stéphane Mustaki de Pro Natura; Steve Montandon, président des Jeunes Agriculteurs vaudois, ainsi qu'Ella-Mona Chevalley d'Ensemble à Gauche.

**E**n préambule, l'état déplorable de la paysannerie en Suisse a été rappelé. Niveau très bas du salaire médian des agriculteur-ices, conditions de travail rudes, concentration et disparition des petites et moyennes exploitations et politique très problématique du duopole orange...

Puis, le modérateur Johann Dupuis (Ensemble à Gauche Lausanne) a soumis trois thématiques en débat pour les intervenant-es : celle de l'alternative au libre-échange en matière agricole : faut-il y mettre fin ? Par quoi le remplacer ? L'amélioration des conditions de vie des paysan-nes s'opposent-elles au développement de pratiques plus écologiques : Comment les concilier ? Enfin, la production de viande a été questionnée : quelle est la place de l'alimentation végétarienne dans une perspective d'autosuffisance alimentaire ? Un quatrième enjeu, celui de l'accès à la terre, n'aura malheureusement pas pu être abordé par manque de temps, bien qu'il mérite un développement propre.

## Abolir le libre-échange et la production de viande?

Si les accords de libre-échange ont été dénoncés par l'ensemble des

participant-es, ils ne l'ont pas été de manière uniforme. Certain-es ont évoqué le fait que la Suisse, pays d'exportation, ne peut y renoncer, mais doit surtout réglementer plus sévèrement les contingents à l'importation. D'autres souhaitaient exclure les produits agricoles de ces accords.

En Suisse, le taux d'autosuffisance alimentaire se situe entre 45 % et 50 %, selon la méthode de calcul utilisée. Ainsi, la population suisse ne pourrait se passer de l'importation de produits alimentaires en l'état actuel. La question se pose alors du choix des aliments que nous voulons importer et, surtout, à quel prix humain et écologique. Pour réduire notre dépendance aux importations, il faut définir ce que nous voulons produire. Le fait que près de 48 % des prairies et pâturages sont destinées à la production de viande et que certaines d'entre elles pourraient être converties en terrains agricoles – la plupart l'étaient d'ailleurs par le passé – permet de relancer le débat sur l'autosuffisance alimentaire : l'augmentation de la surface agricole destinée à l'alimentation humaine permettrait

en effet de nourrir jusqu'à 2 millions de personnes en plus en Suisse.

## Quelles alternatives pour l'agriculture de demain?

Quelques points d'accord entre les intervenant-es se sont dégagés : la nécessité de lutter contre le libre-échange des denrées agricoles, la stérilité de l'opposition entre pratiques écologiques et production agricole ainsi que la priorité accordée à la diminution de la production de viande. Les solutions proposées variaient toutefois.

Les intervenant-es ont souligné plusieurs fois que leurs faibles revenus freinaient l'abandon des pratiques les plus nuisibles pour la santé, le climat et la biodiversité, mais plus rentable d'un point de vue marchand. À l'autre bout de la chaîne, l'extension de la précarité interdit à toute une frange de la population de se nourrir avec des produits qui respectent le climat.

La proposition la plus intéressante pour sortir de ce cercle vicieux est celle de l'assurance sociale alimentaire (ASA). Basée sur le modèle de l'AVS, à savoir une cotisation paritaire entre employeur-euse et employé-es prélevée sur les salaires.

Celle-ci offrirait à chaque individu entre 200 et 300 francs par mois pour acheter des aliments de qualité, régionaux, et rémunérateurs pour les producteurs-ices. Cette assurance permettrait de sortir réellement l'agriculture du marché et des subventions étatiques perçues négativement par les agriculteur-ices – alors qu'ils et elles en bénéficient – tout en permettant aux collectifs de consommateur-ices d'influer directement sur la manière dont ils et elles veulent que leur nourriture soit produite, renouant ainsi avec la tradition coopérativiste. En ce sens, elle permettrait également de renforcer la démocratie alimentaire et la planification écologique, en favorisant les circuits courts pour l'ensemble des maillons de la chaîne – de la production à la récupération des invendus en passant par la transformation, la distribution et la consommation. Enfin, la sécurisation des revenus des agriculteur-ices faciliterait les adoptions des méthodes de production écologique.

En parallèle, les Cantons et les communes pourraient remettre gratuitement des terrains agricoles à des collectifs de production écologique ou favoriser les produits locaux dans le domaine de la restauration collective – secteur qui a un fort potentiel de changement. Au niveau fédéral, la constitution d'un fond pour la reconversion professionnelle dans le domaine agroécologique serait également une mesure pertinente.

Au vu des nombreux problèmes évoqués, les mobilisations agricoles vont vraisemblablement se poursuivre et nous serons amenés à nous y investir. Cette table-ronde constituait ainsi une bonne première étape pour se former et préparer notre intervention dans les luttes paysannes !

Térence Durig

Vanessa Renfer (Uniterre), Johann Dupuis (EàG Lausanne), Stéphane Mustaki (Pro Natura), Steve Montandon (Jeunes Agriculteurs vaudois) et Ella-Mona Chevalley (Ensemble à Gauche Vaud).



## LES ÉLECTIONS COMMUNALES CONFIRMENT LA STABILITÉ DE L'ÉLECTORAT ET LA FAIBLE PARTICIPATION

Les titres des médias se focalisent sur le passage à droite de l'exécutif de la ville du Locle, élu à la proportionnelle. Avec 44 % des voix, le PLR rafle 3 sièges sur 5, alors que les listes du POP et du PS/Vert-es cumulées atteignent 56 % des voix. Certes il y a eu progression du PLR, mais surtout, modification de la loi électorale cantonale en 2017 qui interdit les apparentements. Au niveau du législatif, la gauche reste bien majoritaire.

L'autre « sensation » concerne la ville de Neuchâtel où, nouveauté, l'exécutif est élu au système majoritaire à deux tours. La liste commune PS/Vert-es a placé ses 4 candidat-es en tête avec une probabilité raisonnable de les confirmer au deuxième tour alors que l'exécutif sortant était à majorité de droite. Là non plus, pas vraiment de changement du rapport de force électoral, mais changement du mode de scrutin.

### solidarités passe de 2 à 3 élu-es en ville de Neuchâtel

La gauche confirme sa majorité et maintient ses 24 sièges contre 17 à la droite. Pour la gauche :

- PS : 12 sièges (+2)
- les Vert-es : 8 sièges (-3)
- solidarités : 3 sièges (+1)
- le POP garde son siège.

L'UDC, absente jusqu'ici, fait son entrée avec 3 élus pris au dépens du PLR et des Verts-Libéraux.

À la Chaux-de-Fonds, la gauche gagne un siège : PS 10 sièges (+3), POP 8 sièges (+1), Les Vert-es 7 sièges (-3)

Globalement, au niveau du canton, la gauche progresse un peu, mais la participation atteint à peine 30 %. Les immigré-es porteur-ses d'un permis C continuent de très peu voter.

Hvuc

# L'EXPÉRIMENTATION AGRICOLE DES HIRONDELLES

Le collectif des Hirondelles a occupé durant trois semaines le domaine de Pontareuse. Même si les propriétaires ont accepté de leur laisser la petite ferme de 4,5 pièces, la dimension collective du projet n'est plus possible. Retour sur ces moments d'effervescence d'énergie collective et agricole.

Le 23 mars, un collectif de maraicher-es, étudiant-es en quête de sens, d'ingénieur-es déserteur-es et bien d'autres encore, a occupé le lieu-dit de Pontareuse, à Boudry. Des personnes sont entrées dans la grande maison vide depuis cinq ans, et y ont déployé des banderoles. Peu après, une cinquantaine de personnes se sont lancées dans un grand chantier participatif pour préparer des planches de cultures et monter une serre tunnel sur les terres fertiles du hameau.

Cette action, soutenue par les Grondements des Terres, avait pour but de créer un espace d'expérimentation agricole, hors des logiques marchandes qui forcent les paysan-n-es à rentrer dans des schémas toujours plus productivistes.

Le site appartient à la fondation Addiction Neuchâtel, et était habité jusqu'en 2017. Depuis lors, les

lieux étaient laissés à l'abandon, malgré les appels à projets, et les bâtiments dépérissent.

En trois semaines d'occupation, c'est un réel apprentissage de vie collective qui s'y est pourtant déroulé, à base d'autogestion, de répartition des tâches, de cuisine pour 70 personnes, de partages de connaissances. Au jardin, des semis de carottes, des patates, des plantons de tomates et bien d'autres ont été planté-es, des ateliers greffe et taille des arbres ont été organisés.

Aujourd'hui, les Hirondelles ont accepté de partir, pour se protéger d'une plainte pénale et poursuivre les négociations avec les propriétaires, qui ont toutefois refusé catégoriquement de laisser la grande maison.

Ce refus enterre la dimension collective du projet, qui pourtant était indissociable de l'aspect agricole. Car il ne s'agit pas ici de « faire

une coloc avec petit jardin », mais bien de réinventer notre façon de vivre, de cultiver, d'habiter. Et cela ne peut pas se faire sans espaces adaptés aux fourmillements d'énergie qui ont eu lieu pendant ces trois semaines, sans parler de l'incongruité de laisser un bâtiment vide et en parfait état en plein milieu de ce lieu.

Ce cas n'est qu'un exemple illustrant le problème systémique posé par la propriété privée : les propriétaires peuvent légalement laisser des lieux vacants, même si cela crée des inégalités, favorise l'augmentation du prix du foncier, freine des projets d'utilité publique... C'est aussi à cela que s'opposent les Hirondelles. Proposer une autre manière de vivre passe par la création de brèches, par le contournement de lois injustes qui maintiennent les rapports de pouvoir entre dominant-es et dominé-es.

Marc et Johan, collectif des Hirondelles



Les Hirondelles

# COMPTES 2023, L'ABONDANCE

Le résultat des comptes 2023 du canton de Genève présente un écart de près de 1,9 milliard entre le budget (- 476 millions) et les comptes (+ 1,4 milliard). Jamais, de mémoire de député·e, un écart et un boni de cette importance n'ont été enregistrés.

Une fois de plus, la droite avait imposé un débat budgétaire autour de l'obligation de réduire le déficit annoncé. Ce qui nécessitait évidemment de couper dans les nouveaux postes demandés avec parcimonie par le Conseil d'État : seuls 150 postes sur 300 avaient été accordés alors que les besoins étaient manifestes dans l'enseignement, la protection de l'enfance, la santé, le domaine social etc. ne serait-ce que pour répondre à l'augmentation de la population.

Dès le moment où la réserve conjoncturelle est déjà dotée d'un milliard, le Conseil d'État fait le choix de consacrer l'excédent de 1,4 milliard à l'amortissement comptable partiel de la réserve budgétaire pour la CPEG (représentant les engagements de l'État envers la caisse de pension des fonctionnaires) alors que l'entier de l'amortissement était prévu initialement sur 40 ans.

Dans la foulée de la publication de ces résultats, le Conseil d'État annonce une baisse d'impôt com-

prise entre 9 % et 5 % avec une estimation des pertes fiscales pour le canton et les communes de plus de 400 millions ainsi que la gratuité des transports publics pour les jeunes jusqu'à 25 ans. Rappelons que les contribuables genevois bénéficient déjà depuis fort longtemps d'une baisse de 12 % de l'impôt cantonal dont l'impact a permis de justifier la compression des dépenses publiques.

Gageons que les prochains budgets s'appuieront sur cette nouvelle baisse fiscale pour refuser de ré-

pondre aux besoins manifestés par la population et à l'adaptation des salaires des employés·es du secteur public.

## L'exploitation du sud global rapporte

Terminons ce survol des comptes 2023 par l'examen des recettes fiscales. Si du côté des personnes physiques le produit de l'impôt est en baisse de 4,5 % par rapport aux comptes 2022, c'est l'explosion des recettes du côté des personnes morales. La hausse est de 27 % avec près de 600 millions dont le 70 %, nous dit le Conseil d'État, provient des entreprises actives dans le commerce de gros. Entendez par là les multinationales actives dans le négoce des matières premières et qui profitent largement de la spéculation régissant ce domaine.

À noter que si le produit de l'impôt sur le bénéfice progresse fortement, celui sur le capital se réduit, puisque avec la mise en œuvre de RFFA, les entreprises peuvent déduire de l'impôt sur le bénéfice l'impôt sur le capital.

Bernard Clerc



Luca Califano

Genève Queer En mouvement

# LA TRANSPHOBIE ET L'EXTRÊME-DROITE TUENT!

Plus de 800 personne·x·s ont foulé les pavés genevois samedi 13 avril lors d'une manifestation organisée par le Collectif Radical d'Action Queer (CRAQ) afin de faire front commun pour dénoncer la recrudescence et la multiplicité des attaques transphobes.

Les organisatrice·xs et organisateurs ne s'y sont pas trompé·s en liant dans leur appel la montée de l'extrême-droite et la transphobie. L'instrumentalisation des luttes trans\* par la droite et l'extrême droite – avec bien trop souvent la complicité des médias – pour promouvoir des discours transphobes, réactionnaires et sexistes afin de créer une polarisation dans la société est une stratégie générale qui n'est pas l'apanage de l'UDC mais qui se retrouve partout dans le monde.

La seule réponse à apporter est donc bien de faire front commun et de défendre bec et ongles la liberté de chacun·es à exprimer son identité, son expression de genre, son orientation sexuelle et affective. Et en ce sens, parce que la convergence des luttes n'est pas qu'un concept théorique, il est regrettable que les syndicats et partis de gauche n'aient pas répondu massivement à l'appel du CRAQ pour cette manifestation. Ils auraient pourtant trouvé – sous les paillettes – une bouffée de radicalité bien nécessaire dans un climat de gauche pessimiste et parfois bien trop austère !

Donna Golaz

# SALARIÉ·ES PAS ESCLAVES: GRÈVE CHEZ ONELA, ENTREPRISE ACTIVE DANS LE SERVICE À LA PERSONNE

En France, depuis le 1<sup>er</sup> février, des salarié·es de la cellule d'astreinte de l'entreprise Onela, spécialisée dans le service à la personne, sont en grève reconductible pour dénoncer leurs conditions de travail inacceptables et dégradantes. Notre rédaction s'est entretenue avec deux des grévistes, employées d'Onela depuis 4 et 12 ans respectivement.

**Pourriez-vous rapidement présenter Onela et les raisons qui vous ont poussé à initier ce mouvement de grève qui dure maintenant depuis près de trois mois ?**

Onela est une entreprise spécialisée dans le service à la personne en France. Elle offre un soutien aux personnes âgées, aux personnes en situation de handicap. Elle fait partie du groupe Colisée International qui est présent en Italie, en Espagne, dans certains pays de l'Est et en Chine. C'est le quatrième groupe dans le secteur du service à la personne en France. Au départ, Colisée International est spécialisé dans les services à la personne en EPHAD et il a créé la succursale Onela pour se positionner sur le marché du service à domicile français.

Nous sommes en grève pour dénoncer nos conditions de travail mais aussi celles de l'ensemble des travailleuseuses de la structure : les personnes sur le terrain et le personnel administratif. En ce qui concerne la cellule d'astreinte au sein de laquelle nous sommes employé·es, nous dénonçons depuis longtemps notre local de travail insalubre – où nous devons travailler en compagnie de rats et de cafards dans 65 m<sup>2</sup> pour 15 personnes – des amplitudes horaires abusives, notamment pendant la période covid, et de manière gé-

nérale un manque de respect de notre employeur vis-à-vis des salarié·es, qui se traduit d'ailleurs dans le fait qu'il n'a jamais souhaité nous entendre sur aucune de ces demandes.

C'est face à ce refus de dialogue que nous avons décidé de passer à la vitesse supérieure et de nous mettre en grève. C'est vraiment un combat social pour dénoncer la normalisation, dans le secteur du service à la personne, de conditions de travail déplorables. Onela est une entreprise qui se présente comme humanitaire, alors que les employé·es de la cellule d'astreinte et ceux qui se trouvent sur le terrain reçoivent un salaire de misère par rapport à celui des cadres.

Nous avons aussi constaté que les problématiques que nous rencontrons dans la cellule d'astreinte concernant l'impossibilité de dialoguer avec notre direction étaient également présentes chez les auxiliaires de vie qui se rendent au domicile des personnes. Nous sommes en contact direct avec elles. Elles nous rapportent régulièrement qu'elles ont des retards de salaire, qu'elles essaient de prendre contact avec leur employeur, sans succès. Il y a une continuité entre nos conditions de travail et les leurs, un mépris généralisé de la part de l'entreprise. Le slogan d'Onela,

c'est « être bien chez soi ». Avec cette grève, nous avons voulu montrer que nous, nous n'étions pas bien au travail et que c'était de la responsabilité de l'entreprise d'y remédier.

**Depuis le 1<sup>er</sup> février, comment vous êtes-vous organisé·es ? Et quels ont été les soutiens dans votre lutte ?**

On a organisé des piquets de grève devant le siège d'Onela et plus récemment devant celui de Colisée International. Financièrement, on a reçu un soutien de la CGT et de différents collectifs militants. Des partis politiques se sont intéressés à notre lutte et sont venus nous voir sur les piquets. On a reçu aussi beaucoup de soutiens sur les réseaux sociaux. On doit aussi rencontrer l'ensemble des organisations et des militant·es qui nous ont apporté leur soutien jusqu'ici pour discuter avec elleux de la suite de la mobilisation et voir comment ils pourraient nous apporter du soutien.

C'est vrai qu'on ne s'attendait pas à l'ampleur que ça a pris. Il faut savoir qu'avant le 1<sup>er</sup> février, aucune d'entre nous ne s'était jamais mis·e en grève. C'était une première pour tout le monde, on ne savait pas où on allait. Les premières semaines, on était un peu paniqué·es. Aujourd'hui, on est plus que déterminé·es à continuer

et on ne lâchera rien. On était déjà très soudé·es avant, parce que quand tu travailles dans un local de 65 m<sup>2</sup> sur des tranches horaires de 7 à 22 h, les week-ends et les jours fériés, ça crée forcément des liens. Mais depuis le début de la grève ces liens se sont encore renforcés, et notre principal soutien c'est notre collectif de grévistes.

On a commencé cette grève à treize personnes. Aujourd'hui, on est sept à être encore en grève. On a subi des pressions de la direction qui nous a envoyé des huisseries et des avocats. Certain·es de nos collègues ont repris le travail à cause de cette pression, notamment des étudiant·es étranger·ères qui ont un statut particulièrement précaire. Mais il y a toujours une solidarité très forte entre les grévistes et ceux qui ont repris le travail.

Nos collègues ont débrayé le lundi de Pâques pour signaler leur soutien. L'un d'entre nous a été licencié pour des motifs qu'on peut qualifier d'obscurs. La direction a prétexté une histoire de papiers, mais nous on sait que des histoires de papiers au sein de l'entreprise il y a en a depuis toujours et que ça ne leur avait jamais posé de problème jusqu'ici. On est évidemment solidaires avec lui aussi. Quand on récolte de l'argent pour la caisse de grève, on lui verse sa part et une de nos reven-





dications vis-à-vis de l'entreprise c'est qu'elle le réintègre et régularise sa situation.

**Comment Onela et Colisée International ont-elles réagi par rapport à vos demandes et à votre grève ?**

On n'a pas eu des bons retours, comme il fallait s'y attendre. La direction a prétendu être surprise face à nos demandes, alors qu'il s'agit de choses que nous leur avons déjà fait remonter. Colisée International ne connaissait même pas notre service avant le début de la grève. Aujourd'hui, on pense qu'elle nous connaît, avec les piquets de grève qu'on a tenu devant leur siège ! Mais jusqu'ici, la direction s'est vraiment foutue de nous. La seule proposition qui nous a été faite c'est une augmentation de salaire de... 13 centimes par heure !

En parallèle de ça, Laurent Ostrowsky, le directeur général de Onela, est venu apporter une problématique raciale à notre grève. Le slogan que nous mobilisons depuis le début de la lutte est : « *salarié·e mais pas esclave* », au sens d'esclavage moderne, en référence à nos conditions de travail inacceptables. Laurent Ostrowsky a tout mélangé. Il nous a dit qu'il n'était pas un esclavagiste, qu'il avait des amis de tous horizons et qu'il était né au Maroc. De

notre côté, on n'a rien compris à ses justifications jusqu'à ce qu'on prenne conscience que, la majorité des personnes de la cellule d'astreinte étant issues de l'immigration, non blanches, il faisait un parallèle entre l'histoire esclavagiste du 18<sup>e</sup> siècle et notre situation actuelle. On voulait parler de nos conditions de travail et il nous ramenait à notre statut de personnes racisées.

Dans un entretien avec la presse, quand une journaliste l'a interrogé à ce propos, il a indiqué que comme les personnes responsables au sein de la cellule d'astreinte « *ne venaient pas de Corrèze* » (département du sud-ouest de la France), sous-entendu qu'elles n'étaient pas blanches, il ne pouvait pas être raciste. Cet épisode a permis de mettre en lumière un racisme qui transparaît dans la manière dont les employé·es racisé·es sont traité·es au quotidien dans l'entreprise. On a reçu des témoignages de personnes qui avaient vécu des situations de racisme par le passé mais qui n'avaient pas osé le dénoncer.

Face à tout ça, on estime qu'on ne peut plus se taire, qu'en tant que salarié·es on a certes des devoirs mais aussi des droits. On aimerait aussi relayer la parole de ceux qui ne peuvent pas ou n'osent pas s'exprimer, par peur des représailles.

**Aujourd'hui, quelle est la situation, quelles sont les prochaines étapes pour votre lutte et comment pouvez-vous soutenir ?**

Pour la suite, notre principal objectif c'est de médiatiser notre lutte un maximum. On s'est rendu compte, ces trois derniers mois, que les pertes financières engendrées par notre grève ne faisaient pas du tout bouger l'entreprise. Par contre, quand son image est écornée dans la presse ou sur la place publique, la direction se manifeste tout de suite pour essayer de protéger sa réputation. Notre *leitmotiv*, c'est que tout le monde soit au courant de notre situation et de la manière dont la direction refuse de discuter avec nous.

On va bientôt discuter des prochaines actions précises à une réunion avec les militant·es et les organisations qui nous soutiennent. Ce que vous pouvez faire pour nous soutenir, c'est relayer notre lutte, participer à notre caisse de grève et la partager un maximum. Onela est une entreprise qui bénéficie de fonds publics. C'est notre argent, les impôts que nos parents paient qui sert en partie à la financer, pour qu'en retour on reçoive une misère. Il faut que ça cesse, et nous on ne va pas renoncer.

Pour finir, on aimerait dire que notre grève n'est pas isolée, qu'on a reçu beaucoup de sou-

tiens à l'international. Des salarié·es de Colisée International et des militant·es dans d'autres pays nous ont invité·es à venir manifester devant leur siège. On est très touché·es de cette solidarité. Au sein de la grève on est très jeunes, c'est notre première lutte sociale, la première fois qu'on se soulève, et ça compte beaucoup pour nous de recevoir ces soutiens.

Ce qu'on vit actuellement, ça nous donne de la force. Cet engouement autour de nous nous donne envie de nous dépasser et nous fait oublier un peu les conditions très précaires dans lesquelles on se trouve. On ira jusqu'au bout parce que ça nous tient à cœur, pas seulement pour nous mais aussi pour nos mamans et nos sœurs qui sont sur le terrain, pour toutes ces personnes qui ont des emplois précaires et qui n'osent pas parler parce qu'elles ont peur de tout perdre, alors qu'on est dans un État de droit.

Propos recueillis par Noémie Rentsch

**CAGNOTTE DE GRÈVE**  
« Soutien aux étudiants étrangers en grève Onela »  
sur [onparticipe.fr](https://onparticipe.fr)

**COMPTE INSTAGRAM**  
[@mouvementgréviste](https://www.instagram.com/mouvementgréviste)

# ATTAQUES INCESSANTES CONTRE LES DROITS REPRODUCTIFS

Après avoir renversé, il y a deux ans, l'arrêt *Roe vs. Wade* qui assurait la protection fédérale du droit à l'avortement, puis réduit voir éradiqué ce droit dans plusieurs États, la droite états-unienne préconise aujourd'hui l'interdiction des pilules contraceptives.

Les arguments idéologiques de la droite contre la pilule, comme ceux contre l'avortement, sont formulés en termes de défense de la famille et des femmes elles-mêmes. La très conservatrice Heritage Foundation déclare que «...les conservateurs doivent montrer la voie en redonnant à la sexualité sa véritable raison d'être et en mettant fin à la sexualité récréative et à l'utilisation insensée de la pilule contraceptive».

Charles Rufo, militant de droite, affirme que «la pilule cause des problèmes de santé à de nombreuses femmes. Le < sexe récréatif > explique en grande partie pourquoi nous

avons tant de familles monoparentales, ce qui favorise la pauvreté, la criminalité et les dysfonctionnements. Le but du sexe est de créer des enfants – c'est naturel, normal et bon».

Une commentatrice du même bord politique, s'exprimant sur X, suggère que la pilule contraceptive a souvent causé aux femmes de graves problèmes psychologiques et conduit à des relations sexuelles récréatives souvent « sans amour et dégradantes ». Elle affirme qu'il devrait y avoir « un mouvement féministe pour réensauvager le sexe et lui rendre son danger, son intimité et ses conséquences ». De

cette façon, dit-elle, les femmes peuvent « renouer avec la plénitude de notre nature incarnée ». <sup>1</sup> Les politicien·nxs républicain·exs ont repris ces arguments et certain·exs proposent de restreindre ou d'interdire la pilule.

## La pilule libère

La plupart des personnes concernées ne vont probablement pas adhérer à ces arguments. La pilule a été largement utilisée depuis 1960 comme principale méthode contraceptive. La pilule n'est pas la meilleure forme de contraception pour tout·exs, et il existe différentes alternatives pour ceux qui

souffrent d'effets indésirables ou ne souhaitent pas se tourner vers une méthode hormonale. Pour autant, d'avantage que la seule « révolution sexuelle » dont elle serait un symbole, elle représente un acquis historique de la lutte féministe pour le droit à disposer librement de son corps et à prendre le contrôle sur sa propre vie.

La pilule a permis à ceux qui l'utilisent, qu'elle soient célibataires ou mariées, de planifier leur carrière et leur famille et, oui, d'avoir des relations sexuelles pour le plaisir quand elleux le souhaitent. Les femmes de la classe ouvrière et les femmes pauvres par exemple n'ont plus eu à avoir des enfants qu'elles ne pouvaient pas prendre en charge, ou des enfants si nombreux qu'elles étaient submergées par le travail domestique et mentalement épuisées.

Un récent sondage national réalisé par Americans for Contraception a révélé que 80 % des électeur·icexs ont déclaré que la protection de l'accès à la contraception était « très importante » pour elleux, et que même parmi les républicain·exs, 72 % avaient un avis favorable sur le contrôle des naissances. Pourtant, les politicien·nxs républicain·exs tenteront probablement de restreindre l'accès aux pilules contraceptives.

En mars, dans l'État de l'Arizona, les Démocrates ont présenté un projet de loi visant à protéger l'accès à toutes les formes de contrôle des naissances, rejeté par le Parti républicain. Les militant·exs féminist·exs et leurs alliés devront rester sur leurs gardes face à ces nouvelles atteintes au droit à disposer librement de son corps.

**Dan La Botz**

Publié initialement sur le site International Viewpoint. Traduction : L'Anticapitaliste, adapté par la rédaction

Rassemblement de protestation à l'annonce de la décision de la Cour suprême de l'Arizona, Phoenix, 15 avril 2024



## CONTRADICTIONS DÉMOCRATES

La Cour suprême de l'Arizona, composée de sept membres nommés par le parti Républicain, a statué le 9 avril que la loi de 1864 interdisant tous les avortements, à l'exception de ceux pratiqués pour sauver la vie de la mère, était à nouveau une loi de l'État. Cette loi a été adoptée avant que l'Arizona ne devienne un État et que les

femmes n'y obtiennent le droit de vote, ce qui s'est produit en 1912. La loi de 1864, qui ne contient aucune disposition relative à l'avortement en cas de viol ou d'inceste, était restée en suspens jusqu'à ce que la Cour suprême ne renverse *Roe v. Wade* en 2022.

Les attaques des politicien·nxs républicain·exs contre les droits reproductifs, menées par la base

chrétienne évangélique blanche du parti, ont entraîné une forte réaction politique de la part des Démocrates, des électeur·icexs indépendant·exs et même de certain·exs républicain·exs.

Au cours de trois dernières années, dans sept États politiquement variés, les électeur·icexs ont soit voté en faveur de l'inscription du droit à l'avortement dans la législation de l'État, soit rejeté les tentatives visant à le pénaliser.

Les attaques incessantes des Républicains contre le droit à l'avortement inciteront davantage d'électeur·icexs à soutenir Joe Biden lors des prochaines élections présidentielles. Toutefois, la contradiction entre la politique progressiste des Démocrates en matière d'avortement et leur politique étrangère réactionnaire et impérialiste pourrait conduire à la défaite de Biden.

**Dan La Botz** International Viewpoint



Rassemblement de protestation contre un projet destructeur de la baie de Manille et pour la libération des activistes Jhed Tamano et Jonila Castro, Manille, 19 janvier 2024

International Écologie Philippines

# RED-TAGGING CONTRE LES MILITANT·ES ÉCOLOGISTES

Lia Mai Alonzo Torres est la directrice du Center for Environmental Concerns aux Philippines. Elle était à Genève, début mars, à l'occasion de la 55<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'Homme et nous a raconté comment les organisations des pays du Sud notamment parviennent à utiliser les institutions de l'ONU pour défendre localement leurs droits.

**Tu es intervenue au Palais des Nations pour présenter la situation aux Philippines et dans la région pour les défenseur·euses de l'environnement, peux-tu nous expliquer ce qu'il en est ?**

Dans la région Asie-Pacifique, il y a eu 441 assassinats de défenseur·euses de l'environnement entre 2012 et 2021, soit 25 % du nombre total mondial selon le *Global Witness report*. Il y a également de nombreuses arrestations arbitraires, poursuites-bâillons, agressions physiques et disparitions forcées. Notamment de personnes qui s'opposent à des projets d'infrastructure ou d'exploitation minière à grande échelle car, paradoxalement, avec l'appel mondial à l'abandon des énergies fossiles, la demande de minerais de transition est en hausse...

Les Philippines prennent la première place de ce classement. Beaucoup pensent que la situation

des droits humains s'est améliorée juste parce que le président a changé mais ce n'est pas vrai : au cours des 20 premiers mois du mandat du nouveau président, Ferdinand Marcos Jr, il y a déjà eu 15 assassinats extrajudiciaires, 18 arrestations et détentions arbitraires et 6 disparitions forcées de défenseur·euses de l'environnement.

Le gouvernement mène une politique basée sur la loi antiterroriste (ATA), qui a été approuvée au plus fort de la pandémie de covid. Celle-ci contient une définition vague et trop large du terrorisme qui est massivement utilisée comme arme contre les défenseur·euses de l'environnement. La National Task Force to End Local Communist Armed Conflict (NTF ELCAC) a pris la tête du *red-tagging*, c'est-à-dire la pratique du gouvernement consistant à désigner abusivement des individus et des organisations comme communistes ou terroristes.

Du fait de la guerre civile en cours, connecter les défenseur·euses des droits humains au mouvement communiste sert de justification aux actions violentes du gouvernement supposément dirigées contre des « rebelles armés ». Le *red tagging* d'individus et d'organisations les expose à des attaques plus violentes du gouvernement tel que des arrestations, des disparitions forcées et des assassinats extrajudiciaires.

**Quelles sont les principales mobilisations environnementales aux Philippines ?**

Les luttes contre l'exploitation minière à grande échelle, les grands barrages et la poldérisation (déversement de matériaux de remplissage sur les côtes pour étendre les terres au détriment de la mer), dont les promoteurs sont de grandes entreprises locales et étrangères, soutenues par le gouvernement.

Pour donner quelques exemples de projets qui entraînent à la fois

des dégradations de l'environnement et des violations des droits humains : les opérations minières d'OceanaGold, une société canado-australienne dont le permis a été renouvelé malgré l'opposition des populations locales; le barrage de Kaliwa, financé par l'aide publique au développement chinoise, et le nouvel aéroport international de Manille, dont le maître d'œuvre est la société néerlandaise Boskalis.

**Pourquoi venir à Genève ? Comment est-il possible d'utiliser les institutions des Nations unies pour défendre nos droits, le climat et la justice sociale ?**

Nous venons à Genève pour faire pression sur nos gouvernements afin qu'ils prennent des mesures, pour que l'ONU (à travers ses « procédures spéciales » notamment) enquête sur la situation sur le terrain, et pour rassembler un soutien international.

Deux rapporteurs spéciaux des Nations unies se sont rendus récemment aux Philippines et ont tous deux recommandé la dissolution du NTF ELCAC et la révocation de l'ATA. Ils ont dû faire face à des réactions hostiles de la part du gouvernement qui essaie de cacher la détérioration des droits humains dans le pays. Leurs rapports, qui ont été présentés devant le Conseil des droits de l'Homme ou l'Assemblée générale des Nations unies, sont très importants pour notre action locale. À Genève, nous participons notamment aux « dialogues interactifs » avec les rapporteurs spéciaux et à des réunions avec d'autres organes des Nations unies, afin de les inciter à agir pour améliorer la protection des défenseur·euses de l'environnement.

Nous rencontrons aussi d'autres organisations de la société civile avec lesquelles nous menons des actions : par exemple, nous avons coordonné des campagnes avec des organisations des pays d'origine des entreprises qui agissent dans nos pays, afin de faire pression pour qu'elles respectent les droits humains et qu'elles rendent des comptes. Nous avons également lancé des appels pour libérer des défenseur·euses de l'environnement arrêtées ou enlevées, comme récemment les jeunes activistes Jhed Tamano et Jonila Castro. Une déclaration internationale a recueilli un large soutien et elles ont été libérées deux semaines plus tard.

La solidarité internationale est essentielle car nous sommes plus fortes lorsque nous travaillons ensemble.

Propos recueillis par Jeanne Planche



DEM

Meeting électoral du DEM et célébration de Newroz à Urfa, sud-est de la Turquie, 23 mars 2024

International Élections Turquie Kurdistan

# AU KURDISTAN TURC, UNE SOCIÉTÉ EN LUTTE POUR LA LIBERTÉ!

Les élections locales du 31 mars en Turquie ont été un camouflet pour Erdogan. Invité-es par le parti de gauche kurde DEM (ex-HDP), nous étions sur place au Kurdistan avec plus de 120 camarades européen-nes pour observer le processus électoral et rencontrer les camarades kurdes en lutte.

Devenu expert à contrer les manœuvres de triche électorale de l'AKP, le parti du président Erdogan, le DEM invite depuis une dizaine d'années des observateur-ices d'organisations amies européennes afin d'observer les élections. C'est une façon pour le parti de mettre sous pression les officiels locaux et de garantir, en Europe, un écho aux enjeux électoraux et plus largement à la lutte pour l'autodétermination kurde.

Les Kurdes sont l'un des plus grands groupes ethniques minorisés du Moyen-Orient. Iels sont présent-es dans quatre États de la région : la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Irak. En Syrie et en Turquie, leur inspiration politique principale se fonde sur le paradigme du « confédéralisme démocratique » de Abdullah Öcalan, une forme de municipalisme libertaire qui re-

pose sur trois piliers : démocratie directe, écologie et féminisme.

## Un urbicide

Notre séjour a démarré à Diyarbakir, ville considérée comme la capitale du Kurdistan. En août 2015, après une escalade d'offensives contre les Kurdes par l'État turc et « l'État Islamique », plusieurs villes du Kurdistan se soulèvent et déclarent leur autonomie, emmenées par des organisations armées affiliées au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). À Diyarbakir, l'insurrection se met en place à Sur, le centre-ville historique à majorité populaire kurde. Quelques mois plus tard, la puissante armée turque, seconde armée de l'OTAN par sa taille, lance l'offensive. Elle pilonne nuit et jour la vieille ville avec son aviation. La détermination de la jeunesse kurde en armes ne suffira pas face à la puis-

sance de l'armée. La vieille ville, à moitié rasée, est reprise par l'État turc. Depuis, l'État turc est présent en force à Sur, la police et les blindés sillonnent les rues et surveillent les intersections. Les habitant-es des quartiers populaires kurdes votant à majorité pour le parti DEM ont été expulsé-es et les quartiers sont petit à petit reconstruits.

## Spoliation et répression

C'est dans cette ville à moitié reconstruite à neuf que nous avons rencontré les camarades du DEM à notre arrivée. Les élections locales étaient dans toutes les têtes, les murs, les camions qui passent dans les rues avec des haut-parleurs, les drapeaux triangulaires à l'effigie des différents partis qui pendent dans les rues. Pour le DEM l'enjeu est de taille, les municipalités représentent le premier échelon du

paradigme politique, là où la démocratie locale se met en place. C'est l'endroit où se vit la pratique politique locale, où s'organisent et s'émancipent les habitant-es.

Le régime l'a bien compris et depuis 2016, quelques mois après leur élection, il destitue systématiquement toutes les co-maires du DEM (dans le paradigme politique kurde, tous les postes à responsabilité sont dédoublés et tenus par une femme et un homme) et les remplace par un administrateur, *kayyum*. Sur 102 co-mairies DEM élues en 2019, seules 4 étaient encore en place lors de la tenue des élections de mars 2024. Parallèlement à leur destitution, la plupart des co-maires font face à des charges de « collusion avec les terroristes », et passent avec ou sans procès plusieurs mois en prison. Le précédent maire de Diyarbakir élu en 2019 a ainsi été condamné à 9 ans de prison. Sa pré-décesseuse élue en 2014 a, elle, été condamnée à 14 ans de prison.

## Fraudes et manipulations

En plus de sa répression contre les élu-es et cadres du DEM, le régime organise diverses fraudes électorales à l'aide de ses forces de sécurité. En amont des élections et en fonction des résultats des élections précédentes, l'État déplace le domicile de militaires et policiers vers des districts à gagner et influencer les résultats en faveur de l'AKP. Ainsi, à Kulp dans les montagnes, nous avons pu constater l'amoncellement de centaines de noms aux adresses de petits commissariats ou casernes sur les listes électorales.

Ces manœuvres n'ont heureusement pas réussi dans tous les districts où elles se sont déroulées mais ont par exemple abouti dans la ville de Sirnak, l'un des berceaux de l'insurrection de 2015, où l'AKP a réussi à voler l'élection. Selon les premiers chiffres et analyses des camarades observateur-rices, un tiers des votes pour l'AKP ont été le fait de forces de sécurité déplacées sur place.

Les élections du 31 mars ont de manière générale été victorieuses que ce soit pour le DEM dans les parties kurdes de la Turquie ou pour le CHP, opposition centriste à Erdogan, dans le reste de la Turquie. La lutte électorale du DEM n'est que complémentaire à la force de la société kurde dans la rue et c'est unies qu'elles triomphent.

Aujourd'hui, comme hier et demain, luttons contre le régime fasciste turc et *Biji Kurdistan, an serkeftin an serkeftin!*

Délégation de Solidarités Vaud au Kurdistan turc

# POUR UNE BIFURCATION ÉCOSOCIALISTE

Jeudi 18 avril, dans une salle comble à Genève, Cédric Durand et Razmig Keucheyan présentaient leur ouvrage *Comment bifurquer. Les principes de la planification écologique* paru aux éditions La Découverte.

Les orateurs, lors de la conférence et ainsi que dans leur livre, postulent l'urgence non d'une transition, mais le besoin de « bifurquer » pour éviter la réalisation des pires scénarios climatiques et d'effondrement de la biodiversité.

Le cœur de l'exposé a ainsi été la distinction analytique entre les termes de *transition* et de *bifurcation*. Cédric Durand et Razmig Keucheyan soulignent en effet que le terme de transition a une forte connotation de « *verdissement de l'existant* ». Il renvoie selon eux au capitalisme vert, qui ne constitue pas une solution aux problèmes mais, au contraire, un moyen de maintenir et d'accentuer le développement économique sans limites sous couvert d'un vernis écologique.

## Bifurquer et planifier

Contrairement à la notion de *transition*, celle de *bifurcation* insinue plus clairement une idée de rupture avec le régime actuel et une transformation radicale de notre économie. C'est bien d'une rupture dont nous avons besoin pour combattre le système actuel; d'un changement économique radical vers une production contrôlée.

Ainsi, l'autre terme porté par la conférence a été celui de *planification*. Ce principe économique, durement attaché dans les esprits aux plans quinquennaux de l'URSS et à l'effondrement de cette dernière, peut néanmoins constituer un projet émancipateur pour la gauche actuelle. Cédric Durand souligne, dans ses

travaux, le rôle de la *big data* pour les secteurs économiques dominants qui, loin de se revendiquer soviétiques, exploitent néanmoins des données collectées sur leurs utilisateur·ices afin de prévoir la demande pour leurs produits et, ainsi, de planifier leur production en conséquence. Même au sein du gouvernement Macron, la planification est mise en œuvre à Matignon par le secrétariat général à la planification écologique.

Si l'utilisation actuelle de la planification par les multinationales n'est évidemment en rien émancipatrice, elle permet néanmoins de réfuter l'argument d'autoritarisme qui lie planification économique et l'échec de l'URSS. Une utilisation démocratique de la *big data* a le potentiel de former un nouveau modèle économique respectueux de l'environnement tout en dépassant les échecs du passé.

## Besoins nécessaires et besoins artificiels

Les auteurs de *Comment bifurquer* se sont inspirés pour leur théorie, en partie, de l'économiste marxiste, Ernest Mandel, un des premiers marxistes d'après-guerre à théoriser la planification démocratique. Le projet porté par Mandel doit néanmoins être adapté à la réalité actuelle de crise écologique majeure. La conception de la planification des deux auteurs n'a pas pour objectif de produire plus, mais de produire moins, en fonction des besoins, dans le respect des limites planétaires.

Keucheyan a ainsi parlé de la nécessité de modifier notre

conception des « besoins » en introduisant la nuance entre les besoins nécessaires pour la vie – s'alimenter, boire, s'éduquer – et les besoins artificiels créés par le système capitaliste dans le but d'augmenter la production et les bénéfices. Cette deuxième catégorie devant disparaître de nos sociétés si nous voulons respecter les limites planétaires. Selon les auteurs, les besoins doivent devenir matière à délibération démocratique et non pas rester l'apanage des gouvernements néolibéraux actuels. Il faut que les activités néfastes, comme l'industrie militaire ou la publicité, soient démantelées afin d'éviter la réalisation des pires scénarios climatiques et d'effondrement de la biodiversité.

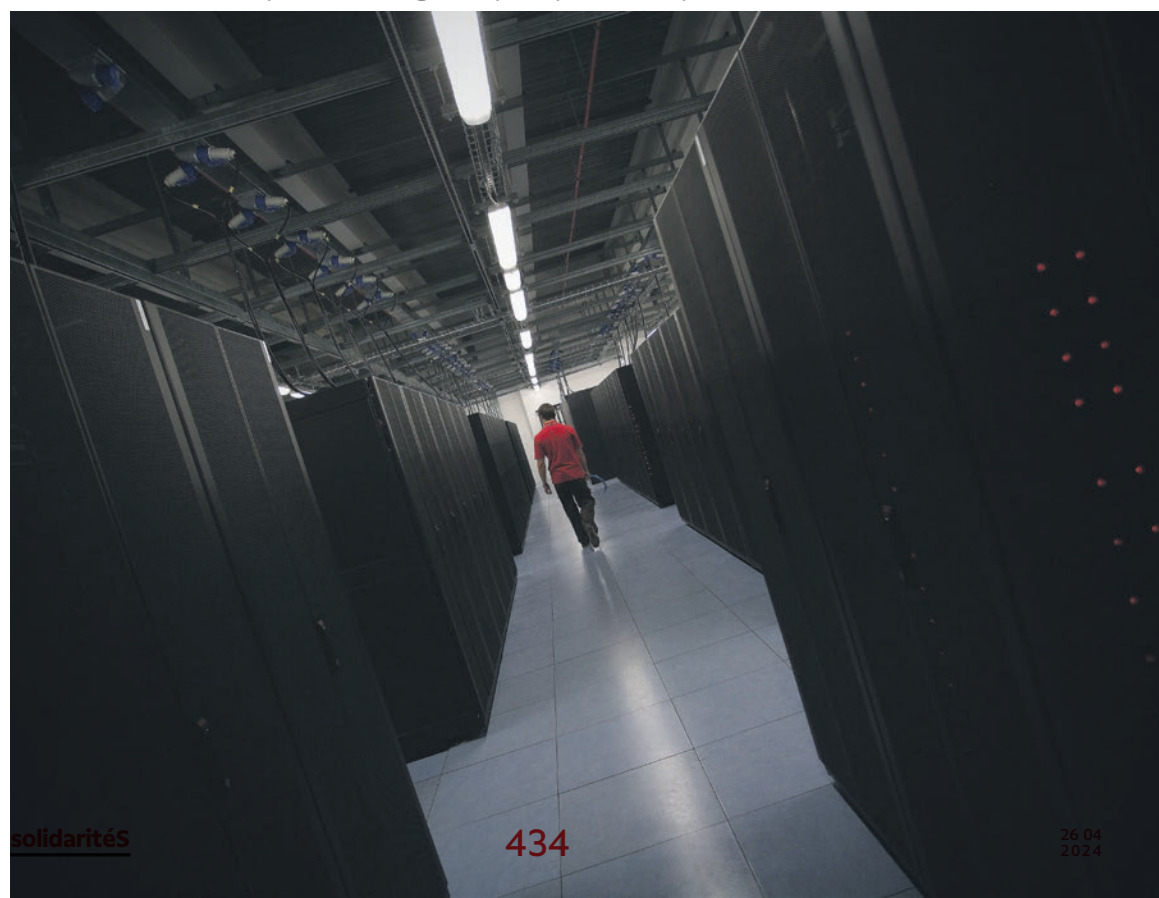
## L'État et les mouvements sociaux

Pour les deux conférenciers, l'État doit jouer un rôle très important dans la réorientation de l'économie à des fins sociales et écologiques. Ce dernier doit néanmoins être au service des classes populaires et permettre une forte participation du mouvement social et syndical. Devenir, en somme, une démocratie participative. Pour Cédric Durand « *L'État devrait avoir, entre autres tâches, au service des besoins réels des classes populaires, celui de distribuer les investissements en fonction des priorités écologiques décidées démocratiquement* ».

Pour les deux auteurs la planification écologique « *sera sociale ou ne sera pas* ». Dans le projet de bifurcation écosociale, la science a un rôle très important à jouer afin de déterminer les limites écologiques à ne pas dépasser. Le numérique, ainsi que les nouvelles technologies, doivent être mises au service de ce projet de transformation économique. Si la mise en place de cette bifurcation est urgente, elle doit néanmoins combiner des tendances contradictoires alliant centralisation et planification, avec l'autogestion et la décentralisation, un défi majeur pour tout projet écosocialiste.

Juan Tortosa

Les multinationales exploitent le big data pour planifier la production. Centre de données aux USA.



Cédric Durand et Razmig Keucheyan, *Comment bifurquer. Les principes de la planification écologique*, Paris, La Découverte, 2024

# NÉOCOLONIALISME ET PILLAGE DES MATIÈRES PREMIÈRES EN AFRIQUE

Dimanche 7 avril s'est tenu à Lausanne le contre-sommet « Stop pillage » en opposition au Financial Times Commodities Global Summit qui a lieu chaque année au Beau-Rivage Palace. La conférence de clôture portait sur le néocolonialisme en Afrique. Compte-rendu.

Cette conférence avait pour objectif de rappeler à la gauche et aux militant·es anti-impérialistes que les questions de race sont intrinsèquement liées aux questions impérialistes et écologiques. Mais également d'introduire le cas d'école de la RDC qui compile les dimensions impérialistes, écologistes, coloniales et raciales.

Les intervenant·es étaient des membres du collectif Afro-Swiss – qui lutte contre le racisme

anti-noir·es avec une approche intersectionnelle – et Amzat Boukari-Yabara, historien qui travaille sur l'histoire moderne de l'Afrique, actif au sein de la Ligue Panafricaine et qui a co-dirigé l'ouvrage *L'Empire qui ne veut pas mourir, Une histoire de la Françafrique* publié en 2021.

Cet ouvrage collectif cherche entre autres à dépoussiérer le concept de Françafrique. En effet, celui-ci n'a pas été réactualisé depuis une vingtaine d'années, sans

intégrer le tournant néolibéral de cette période et son extension actuelle. Pour ce faire, il faut remonter aux racines de ce système, dans le contexte colonial, à partir de deux éléments : le racisme et le capitalisme.

## Colonialisme et néocolonialisme

L'indépendance de Haïti de 1804 à la suite d'une révolution, à la fois en continuité et en dissidence avec la révolution française de 1789, a une influence considérable sur la colonisation du continent africain. En effet, il en résulte une volonté d'organiser les colonies de telle sorte que lorsque les colons devront partir, les colonisé·es elleux-mêmes leur demanderont de rester. Le but des colons était donc de produire du lien, de l'assimilation et surtout de la dépendance. Cela se faisait notamment à travers la mise en place d'infrastructures de pillage et d'exploitation qui avaient pour vocation de survivre aux indépendances et aux décolonisations.

Le colonialisme n'a pas disparu, mais le concept de néocolonialisme permet de mettre en évidence les formes de domination notamment économiques et monétaires qui permettent de contrôler les États depuis l'extérieur. Ce sont, par exemple, les logiques de monopole appliquées en Martinique et en Guadeloupe qui ont interdiction d'échanger avec d'autres États caraïbéens et le font ainsi exclusivement avec la France ou l'UE. Ce contrôle peut aussi se faire par des versements assurant les frais de fonctionnement de l'État anciennement colonisé. Dans la plupart des cas, l'ancienne puissance coloniale exerce le contrôle, mais celui-ci peut aussi prendre la forme d'un impérialisme collectif par le

biais d'un groupement d'intérêts financiers qui ne s'identifient pas comme appartenant à un État.

## Extractivisme et instrumentalisation du racisme

Afin de comprendre le (néo)colonialisme, il est nécessaire de tenir compte des dynamiques racistes et capitalistes qui le font vivre. L'une des fonctions de l'idéologie raciste est de déshumaniser les populations locales exploitées afin de justifier le traitement horripotant qui leur est imposé. Les populations de la RDC, par exemple, ont historiquement subi une forte déshumanisation étant donné qu'elles constituent la majorité des africain·es déporté·es lors de la traite.

Dans le contexte colonial, le racisme et l'anthropologie permettent de construire des identités depuis l'extérieur. Par exemple, la fabrication de tribus et de communautés sans signification pour les populations locales. Cette invention des identités est nécessaire pour administrer, car elle permet de catégoriser des populations et de leur attribuer des intérêts et des fonctions. Telle tribu sera considérée comme martiale, une autre artisanale, gestionnaire, etc. C'est le schéma qui a été mis en œuvre en RDC sous la domination belge (1908 – 1960) afin de maximiser le pillage des ressources grâce à une collaboration entre l'État et certaines multinationales, en lien avec les milieux bancaires.

Pendant, à la suite de la dislocation de l'URSS et de l'extension du néolibéralisme, on assiste dans les années 1990 à un changement de régime et une perte de l'influence directe des États sur l'ex-Zaïre. De petites entreprises sous la domination de multinationales renégocient les contrats miniers. Se produit ainsi ce que le conférencier nomme une « bollarisation » (du nom du milliardaire français Vincent Bolloré), c'est-à-dire l'achat par de grands capitalistes mondiaux des secteurs anciennement contrôlés par l'État. Dans ce cadre, on fait de cet espace géographique peuplé de diverses populations, se revendiquant d'identités différentes, un territoire qui sert l'exploitation et le pillage en contradiction avec les besoins des populations. La RDC n'est donc plus une colonie, mais plus une création impérialiste qui est gérée par la communauté internationale pour le pillage et l'exploitation.

Jordan Gagnat

Manifestation du 6 avril contre le sommet des pilliers et pollueurs à Lausanne.



Debt for climate

# UN MAGAZINE POUR PENSER NOS SOLIDARITÉS

La revue *The Funambulist* relaie et décortique depuis 2015 les luttes des peuples du monde entier sous l'angle de leur spatialité. À l'occasion de sa publication francophone, solidarités s'est entretenu avec son rédacteur en chef Léopold Lambert.

**Pour commencer, est-ce que tu pourrais te présenter ainsi que la revue ?**

Je suis architecte de formation, j'habite Paris et suis le fondateur de *The Funambulist*, un magazine papier et en ligne qui paraît tous les deux mois. Dans chacun de ses numéros, le magazine s'attache à lire les luttes (en particulier anti-coloniales, antiracistes, queers et féministes) par le prisme de l'espace. L'autre particularité de la ligne éditoriale est de mettre un accent très fort sur l'internationalisme et les solidarités qui peuvent naître de tels dialogues.

**Pourquoi est-ce que l'espace et l'architecture sont des enjeux de luttes, notamment anticoloniales ? Peux-tu nous donner un exemple ?**

Lire les luttes par le prisme de l'espace est l'une des nombreuses manières dont on peut les aborder; il s'agit simplement de mon propre rapport au monde, acquis durant ces vingt dernières années passées

à réfléchir à l'architecture. Je définis cette dernière comme la discipline qui organise les corps dans l'espace. Il s'agit donc d'une interprétation éminemment politique, mais aussi une manière de percevoir l'environnement bâti comme ayant forcément une tendance à matérialiser plus volontiers des régimes d'oppression (coloniale, raciste, hétéro-patriarcale, validiste, capitaliste...) que des luttes révolutionnaires. Dans mes propres livres et articles, ce sont des questions que je pose plus particulièrement dans les contextes de la Palestine, de l'Algérie colonisée, de Kanaky, des banlieues françaises.

Cette lecture de l'espace et de l'architecture n'est néanmoins pas toujours aussi explicite que cela dans le magazine : nous travaillons avec de très nombreuses personnes dont les travaux ne s'inscrivent pas forcément dans cette lecture et le rapport à l'espace (à la géographie, aux territoires, à la ville, à l'architecture, aux objets...) est alors plus

à comprendre entre les lignes. Je crois que c'est ce qui fait la richesse de notre ligne éditoriale.

**Dans le contexte actuel de répression de la résistance palestinienne et de ses soutiens dans le monde, ta venue à l'ETH Zürich a été censurée. Comment interprètes-tu ces attaques et comment devrions-nous y faire face ?**

J'y vois une réussite de la stratégie mortifère (en particulier pour les Juifs-ves dans le monde) consistant à combattre l'antisionisme en créant explicitement une équivalence avec l'antisémitisme. Néanmoins, c'est une victoire à l'encontre de l'université. Nous avons, nous aussi, transformé cette situation en victoire politique : la lettre ouverte que j'ai écrite à l'ETH a été signée par presque 2000 personnes, et la conférence que j'ai donnée à la place de celle censurée a été suivie par près de 500 personnes et visionnée par la suite par plus de 700 autres.

**Enfin, pourquoi était-ce important pour vous de faire paraître la revue en français ?**

Traduire le magazine en français n'est que la première étape d'un projet plurilinguiste qui inclurait également une version hispanophone (celle-ci est en préparation), arabophone, lusophone... Commencer par la version francophone était néanmoins une évidence, étant basées en France, et tentant d'être utiles là où nous sommes. Nous avons déjà lancé il y a quatre ans deux podcasts francophones, dont un qui me tient particulièrement à cœur qui s'intitule « Diasporas et imaginaires des luttes ».

Cette notion d'imaginaire, chère au grand Edouard Glissant [poète, romancier et philosophe martiniquais, 1928-2011, ndlr], est centrale dans ce que tente de faire le magazine. Notre lectorat forme un grand « Nous » à l'échelle mondiale, et nous avons toutes un imaginaire politique individuel et collectif qui influence fondamentalement la manière dont nous réfléchissons politiquement.

De quelle manière est-ce que l'imaginaire des luttes kanak ou papoues peuvent influencer la manière dont on réfléchit à la *Blackness* ? Comment peut-on se sortir d'un modèle où les manières de penser les rapports de pouvoir sont exclusivement influencées par les penseurs-euses situés aux Etats-Unis ? Comment penser à des nuances de blancheur lorsqu'on réfléchit à l'Europe de l'Est, au Caucase ou dans un certain nombre d'autres géographies au sein desquelles une blancheur absolue (telle que celle émanant d'Europe de l'Ouest et, en conséquence, des colonies de peuplement nord-américaines ou australiennes, par exemple) semble être un paradigme banal ? Les pratiques de solidarités ont-elles toujours besoin d'être réciproques et symétriques ?

Voilà quelques questions parmi bien d'autres que nous posons. Je constate que ce sont des questions qui peuvent être utiles aux luttes en France; j'imagine que c'est aussi le cas en Suisse.

Propos recueillis par Anouk Essayad

[thefunambulist.net](http://thefunambulist.net)

Vitrine dédiée au magazine dans l'espace d'art genevois Forde à l'occasion d'une soirée de discussion entre Léopold Lambert et Maïa Tellit Hawad autour du magazine. 17 février 2024



*The Funambulist* n° 53, « Le fil des traductions », mai-juin 2024, à commander sur le site

# solidaritéS

434

26.04  
2024

C'est quoi ce journal ?

**V**ous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

## Abonnements

# SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

**Vous pouvez vous abonner sur Internet:**  
[solidarites.ch/abonnement](https://solidarites.ch/abonnement)

→ **solidarités**  
Case Postale 2089  
1211 Genève 2  
ou [abos@solidarites.ch](mailto:abos@solidarites.ch)  
ou **+41 22 740 07 40**

**Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:**

## Sommaire

**3** **Votations**  
Oui critique aux énergies renouvelables

**4** **National**  
La Suisse coupable d'inaction climatique

**5** **Vaud**  
Comment concilier luttes paysannes et écologistes ?

**6** **Neuchâtel**  
L'expérimentation agricole des Hironnelles

**7** **Genève**  
Comptes 2023, l'abondance

**8-9** **Monde du travail**  
Salariés pas esclaves: grève chez Onela, entreprise active dans le service à la personne

**10** **Féminisme**  
Attaques incessantes contre les droits reproductifs aux États-Unis

**11** **Écologie**  
Red-tagging contre les militant-es écologistes

**12** **International**  
Au Kurdistan turc, une société en lutte pour la liberté!

**13** **Écologie**  
Pour une bifurcation écosocialiste

**14** **Racisme**  
Néocolonialisme et pillage des matières premières en Afrique

**15** **À lire**  
The Funambulist: un magazine pour penser nos solidarités



Campement sur le campus de l'université de Columbia, 19 avril 2024